



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

protection

Question au Gouvernement n° 1332

Texte de la question

CHANGEMENT CLIMATIQUE

M. le président. La parole est à Mme Martine Billard, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.
Mme Martine Billard. Ma question s'adresse à M. le ministre d'État, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Les catastrophes climatiques se multiplient, conséquences d'un réchauffement de la planète directement lié à l'activité humaine. En 2007, les experts du GIEC appelaient à agir sans tarder, sous peine de voir la situation s'aggraver. Depuis, de nouveaux éléments scientifiques montrent que le climat se dérègle beaucoup plus rapidement et plus profondément que les estimations les plus pessimistes ne le laissent penser.

Nous savons qu'il faut impérativement contenir l'augmentation des températures en deçà de deux degrés pour ne pas atteindre le point de non-retour. L'urgence climatique nous impose des décisions courageuses et rapides afin de rompre avec un modèle de développement, de distribution et de consommation responsable de la crise écologique actuelle, mais aussi de la crise économique et sociale.

Les pays les plus riches, dont la France, doivent montrer l'exemple. Il est absurde et criminel au regard de la vie sur terre de vouloir continuer à surconsommer au Nord, de poursuivre la construction d'autoroutes et d'aéroports générateurs de gaz à effets de serre, de chercher à produire toujours plus d'énergie, notamment par le recours au nucléaire, au lieu de réduire massivement et sans attendre notre consommation énergétique. Les pays les plus pauvres, pourtant les moins responsables de ce changement climatique, s'en retrouvent les premières victimes. Pour y faire face, ils ont besoin de l'aide financière et technique des pays riches.

Dans ce cadre, l'arrivée éventuelle au Gouvernement d'un militant acharné de la négation de l'origine humaine du changement climatique serait un très mauvais signal. *(Murmures sur divers bancs.)*

Allez-vous vous contenter de mesurette ou réorienter le Grenelle de l'environnement à la hauteur des enjeux ? Ce n'est plus seulement la maison qui brûle : c'est la terre qui se transforme en cocotte-minute !

(Applaudissements sur les bancs du groupe GDR.)

M. le président. La parole est à Mme Chantal Jouanno, secrétaire d'État chargée de l'écologie.

M. Patrick Roy. Et des mesurette !

Mme Chantal Jouanno, *secrétaire d'État chargée de l'écologie*. Voilà une idée que nous partageons tous, madame la députée : la lutte contre le changement climatique est le combat de notre génération et nous ne devons pas reporter cette responsabilité sur nos enfants.

Depuis hier, la France accueille le forum des économies majeures sur l'énergie et le climat. Ce forum réunit les principaux pays qui représentent à eux seuls 80 % des émissions de gaz à effet de serre. La France en assure la coprésidence avec les États-Unis : c'est là une immense reconnaissance que nous devons, notamment, au Grenelle de l'environnement qui a fait et doit toujours faire l'unanimité sur ces bancs, mais aussi à l'adoption du " paquet énergie-climat " par l'Union européenne, à mettre également au crédit de la présidence française.

Le forum des économies majeures s'inscrit dans la continuité de la conférence de Bali, dont les objectifs ne sont pas remis en cause : la limitation de l'augmentation des températures à deux degrés Celsius maximum, et la mise en oeuvre d'une responsabilité commune, mais différenciée, des pays.

Les objectifs à retenir pour les pays en voie de développement doivent être moins sévères que ceux des pays développés. Aussi a-t-il été convenu qu'ils bénéficieraient de transferts de technologies et que des accords

sectoriels seraient signés afin d'éviter les distorsions de concurrence.

Pour les pays développés, l'objectif doit être de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 20 % à 40 %. En ce qui nous concerne, conformément à ce que nous nous sommes fixé lors du Grenelle de l'environnement, nous l'atteindrons en 2020.

Les États-Unis souhaitent mener le combat climatique : nous sommes tous très heureux de les voir revenir à la table de la négociation. Encore faut-il qu'ils se dotent d'objectifs à la hauteur de leurs ambitions ; ce n'est malheureusement pas encore le cas, et c'est pour nous le principal enjeu. Cela étant, nous avançons, nous avançons dans la perspective du rendez-vous de Copenhague, et nous devons être unis. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [Mme Martine Billard](#)

Circonscription : Paris (1^{re} circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1332

Rubrique : Environnement

Ministère interrogé : Écologie

Ministère attributaire : Écologie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 27 mai 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 27 mai 2009